

NATHALIE
LOISEAU

**SI L'EUROPE
N'EXISTAIT PAS**

**Élections européennes :
lisez avant de voter !**

Si l'Europe n'existait pas

De la même auteure

La guerre qu'on ne voit pas venir, Éditions de l'Observatoire, 2022.

Nathalie Loiseau

Si l'Europe n'existait pas

ISBN : 979-10-329-2922-3

Dépôt légal : mars, 2024

© Éditions de l'Observatoire/Humensis 2024

170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Ce livre est dédié à Véronique Trillet-Lenoir, qui fut députée européenne en même temps que moi, jusqu'à sa mort prématurée, en août 2023. Véronique a contribué avec une conviction inébranlable et une intuition impressionnante à poser les premiers jalons de l'Europe de la santé. Pendant la pandémie de Covid, son rôle a été considérable pour aider à bâtir une réponse sanitaire au service de tous les Européens. Elle s'était profondément investie dans le plan Cancer, dans la lutte contre les effets de l'amiante, ou encore contre les pesticides toxiques. À tous ceux avec qui elle a travaillé, elle a montré le chemin. À ses amis, son départ laisse un vide immense.

« Nous devons à nos peuples de ranimer l'espérance d'une Europe maîtresse de son propre destin. »

Georges Pompidou, 1969

« P... , p... , c'est vachement bien, nous sommes quand même tous des Européens. »

Arno, 1983

Introduction

L'Europe, encore ! Amis lecteurs, j'entends déjà quelques soupirs d'ennui. *Que vient-on encore nous rebattre les oreilles de l'Europe qui protège, de l'Europe proche de nous !* Voyez, amis lecteurs, je lis dans vos pensées.

Alors, disons-le tout de suite. Il se passe rarement une journée sans que l'Europe m'agace. Ou plutôt l'Union européenne, car vous l'avez compris, c'est d'elle qu'il s'agit et s'agira dans ce livre. De même que, par facilité, on dit souvent l'« Amérique » pour parler des États-Unis, de la même manière, je me suis autorisée à parler d'Europe en voulant partager avec vous ce que je pense de l'Union européenne, notre Union. Oui, la nôtre.

Commençons peut-être par cela : l'Union européenne, c'est nous. Avec nos bons et nos mauvais côtés, mais c'est nous. Il n'y a pas l'Europe d'un côté, nous de l'autre. Parfois, souvent même, on pourrait en douter. À entendre les « antieuropéens », les « eurosceptiques », « Bruxelles » serait la source de tous nos maux, une autre planète qui s'en prendrait à nous sans que nous ayons notre mot à dire. Pourtant, notre mot, nous le disons chaque jour, dans la grande assemblée européenne et démocratique qu'est le Parlement européen, où j'ai l'honneur de vous représenter. Ce Parlement européen, où

siègent 705 députés élus au suffrage universel direct au même moment et dans 27 pays, vous, nous représente, et a son mot à dire sur toutes les décisions importantes que prend l'Union européenne, puisqu'il y fait la loi, littéralement. Certes, il ne la fait pas seul. À ses côtés, les gouvernements européens, issus eux aussi d'élections démocratiques, composent l'autre chambre législative, un peu comme une assemblée et un sénat, même si, il faut bien l'avouer, dans le cas qui nous occupe, le Sénat européen a plus de pouvoir que l'Assemblée, le Conseil plus de poids que le Parlement.

Les petits farceurs qui vous disent que l'Europe n'a rien de démocratique, que des fonctionnaires décideraient pour 450 millions d'Européens, ceux-là vous trompent, délibérément. La Commission, puisque c'est elle qu'ils visent, ne décide pas, elle propose et met en œuvre. Les commissaires et leur présidente ne sont pas des fonctionnaires. Tous ont exercé des responsabilités politiques dans le pays dont ils sont originaires et qui les a proposés. Ils sont confirmés dans leurs fonctions par le Parlement européen, qui peut en retoquer certains, c'est arrivé, ou leur demander de partir. C'est arrivé aussi. Au total, la Commission européenne et les services qui y travaillent, ce sont 32 262 personnes au dernier décompte. Moins, bien moins que la Ville de Paris (51 578). Quant à ce que coûte l'Europe aux Européens, c'est simple : 4 euros par personne. Par an.

Voilà, c'est dit. D'emblée. Ceux qui prétendent autre chose vous racontent des fariboles. L'Union européenne, c'est peu de monde et ça ne coûte pas cher. Marine Le Pen prétend que l'Union européenne, ce n'est pas nous ? Ce qui est sûr, c'est que ce n'est pas elle. Ni elle ni son parti n'y pèsent rien. Ce n'est pas faute d'en vivre ou d'en avoir vécu, et ce n'est pas le moindre des paradoxes que le Front national et son avatar 2.0,

le Rassemblement national (RN), soient à la fois si antieuropéens (car non seulement ils l'étaient, mais ils le sont restés) et si friands d'être élus au Parlement de notre Union. Dans la famille Le Pen, on est député européen de père en fille, de beau-frère en neveu par alliance, et il semblerait que la nièce veuille rejoindre le cercle. Certes, tous ont été élus ou essaieront de l'être. De là à dire ce qu'ils font au Parlement européen, c'est infiniment moins clair. Pas un texte, presque aucun amendement de leur part. La force d'entraînement de l'Europe des nations que nous vante le RN à chaque élection européenne ? Leur groupe politique est le sixième du Parlement européen. Juste devant l'extrême gauche, ou plutôt juste à côté tant leurs votes se ressemblent. Même le parti de Giorgia Meloni, Fratelli d'Italia, héritier des néofascistes italiens, trouve le RN trop à droite et infréquentable. C'est dire s'ils pèsent.

Pendant ce temps, malheureusement, à écouter la radio, à regarder la télévision ou à lire les journaux, on dirait bien que nos médias ont décidé que l'Union européenne, ça n'intéressait pas trop les Français. Vous en doutez ? C'est simple. France Télévisions ne dispose plus à Bruxelles que d'une correspondante senior, qui vient d'arriver, et d'un junior, tout neuf. C'est notre exception culturelle à nous – et il n'y a pas de quoi en être fiers. Les Allemands de la Deutsche Welle, les Italiens, les Espagnols, et même la BBC, ont plus de journalistes basés à Bruxelles que le service public français. Encore faut-il que les correspondants hexagonaux parviennent à placer un sujet européen auprès de leur rédaction. La Fondation Jean-Jaurès a pris la peine de mesurer le temps d'antenne consacré à l'actualité de l'Union européenne dans les journaux nationaux, à la télévision ou à la radio. En 2022, on dépasse à peine 5 % et, pourtant, il s'agit d'une année record : plus du

double de l'année précédente, guerre d'Ukraine oblige. Les discours d'Ursula von der Leyen ? Moins repris que ceux de Joe Biden. Un fait divers en France ? L'actualité européenne disparaît. Il nous faut chaque fois faire des prières pour que nous ne votions pas un texte important le jour d'un orage de grêle ou d'un match de foot. Les émissions sur l'Europe rétrécissent à vue d'œil, leur durée, leur fréquence sont les variables d'ajustement des programmes. La responsable d'un média audiovisuel à qui je le faisais remarquer il y a quelques années eut cette réponse mémorable : « Vous ne pouvez pas dire qu'on ne parle pas d'Europe, on diffuse le concours de l'Eurovision. »

Et encore, le service public fait mieux que les chaînes privées, le bonnet d'âne revenant à BFM, pour qui l'Europe ne vaut pas plus que 1,5 % de temps d'antenne. Mais tout de même, sur le service public, comment la plus régulière des émissions sur l'Union européenne – et l'une des meilleures – a-t-elle trouvé le moyen de s'appeler « La faute à l'Europe » ?

Elle a de beaux jours devant elle, Marine Le Pen, avec des médias qui parlent d'Europe le moins possible, pendant que la tête de pont du RN la rend coupable de tous les maux. Ah ! vous croyiez qu'elle avait changé, que son parti n'était plus antieuropéen, pas davantage qu'il n'était resté prorusse ? Vous êtes tout pardonnes, puisque la presse ne vous dit pas ce qui se passe à Bruxelles ou à Strasbourg. Alors laissez-moi vous en parler, et rassurez-vous, ce sera court : quand le RN est là (à Strasbourg, pour les plénières et pour les votes, donc pour les caméras, car le reste du temps, à Bruxelles, quand il faut travailler vraiment, c'est très aléatoire, et il est rare de les voir), quand le RN est là donc, il est contre. Tout. Tout le temps. Parce que c'est européen. Vous écririez qu'il fait froid en hiver et

chaud en été, le RN voterait contre. Contre les droits des femmes, contre ceux des minorités, contre la lutte antiterroriste, la régulation de l'intelligence artificielle, la protection de l'environnement, la réforme de la politique d'asile et de migration : contre, vous dis-je. Une bonne Europe est une Europe morte. Fracturée, impuissante, K.-O. debout. À Paris, on peut essayer de faire croire qu'on a changé, à Strasbourg les faits sont là et ils sont têtus : le RN déteste l'Union européenne. Au point que Marine Le Pen s'agace contre la présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, après avoir essayé de s'en rapprocher. Pensez donc, Mme Meloni recherche des solutions européennes à des problèmes européens. Où va-t-on si, au lieu de prospérer sur des difficultés, on se met à chercher à les résoudre ?

Évidemment, le RN prétend le contraire. Vive l'Europe des nations, la seule, la vraie ! Celle qui protège les choix de chacun, entravés par les « diktats de Bruxelles » ! Ce que l'extrême droite ne dit pas, c'est que toutes les politiques régaliennes sont restées nationales : la défense, la sécurité, l'éducation, la justice, nous ne faisons ensemble que nous coordonner ou favoriser les échanges. Les décisions se prennent encore et toujours au niveau national. Les impôts ? *Idem*. Le système de protection sociale ? Eh bien, c'est encore la même chose. Le RN prétend le contraire. Soit il l'ignore, et c'est embarrassant, soit il le sait, et c'est exaspérant. Oui, vous l'avez déjà compris, tout ce cirque me met franchement en colère. Mentir sur notre avenir en espérant tirer profit de ses mensonges, rien ne peut le justifier, sinon un cynisme inouï.

À cette aune, l'extrême gauche ne fait pas mieux. L'Europe, elle l'aime uniquement quand elle lui offre l'occasion de dénigrer à Bruxelles ce qui se passe à Paris. Comme Jordan Bardella, Manon Aubry confond

l'hémicycle du Parlement européen avec celui de l'Assemblée nationale. Près de 700 députés européens interloqués entendent régulièrement les élus de nos deux extrêmes dénigrer le pays dont ils sont les représentants. Personne d'autre n'en fait autant au Parlement européen ? Peu importe, les caméras sont là, ce serait dommage de s'en priver. Ils sont, eux aussi, eux encore, notre exception culturelle. On nous plaint dans les couloirs. On se demande qui ils sont, à quoi ils servent, ce qu'ils font, à part cracher sur le pays qui leur a permis d'être élus.

Dénigrer l'Union européenne est pourtant leur deuxième occupation fétiche, puisqu'il faut convaincre les électeurs de la détester chaque fois un peu plus. On mesure combien le Qatargate, ce scandale de corruption présumée d'une poignée de députés européens, a été leur divine surprise. Quelle magnifique occasion de hurler « Tous pourris ! » et de jeter le bébé du Parlement européen avec l'eau du bain de l'inconduite de quelques-uns ! Ce fut un festival, on n'a entendu qu'eux, RN et LFI (La France insoumise), drapés dans une vertu outragée, nouveaux chevaliers blancs de la lutte contre l'influence étrangère, eux qui relayaient jusque-là sans ciller les thèses et les positions de la Russie de Vladimir Poutine. Si ce n'est que, lorsqu'il s'est agi de décider comment mieux prévenir et mieux sanctionner le type de dérives inacceptables qui avait permis à des pays étrangers d'influencer des élus et à des élus de se laisser faire, il n'y a plus eu personne. Je m'en souviens d'autant mieux que, les recommandations pour plus de transparence, plus d'intégrité des parlementaires et une meilleure protection du travail du Parlement, c'est moi qui les ai introduites et fait voter. C'est bien simple : le RN a voté contre, l'extrême gauche s'est abstenue. Vociférer, oui, agir, non. Jamais

on n'avait vu si bien résumée et en si peu de temps l'attitude des extrêmes à l'égard de l'Europe. Toujours, tout le temps, prétendre qu'elle ne fonctionne pas. Ne jamais rien faire pour qu'elle réussisse, s'activer, sans le dire, à l'affaiblir et peut-être, qui sait, à la faire tomber. Ce n'est jamais présenté ainsi, jamais assumé en face, mais à dénoncer sans répit une Europe prétendument ultralibérale ou antidémocratique, à lui faire tous les reproches sans jamais en saluer les réussites, l'extrême droite et l'extrême gauche ont en commun de chercher à dégoûter les Français de la construction européenne, dans un Frexit qui ne dit pas son nom, mais auquel conduiraient leurs faux programmes et leurs vraies aspirations. Même une partie de la droite s'y est mise, qui propose de ne respecter les traités européens que lorsque cela nous chante, en oubliant que ces traités, nous y avons contribué, nous pouvons les réviser, mais nous ne pouvons ni faire fi de nos engagements, ni encourager nos partenaires à en faire autant et à choisir eux aussi une Europe à la carte, à partager une copropriété dont les règles n'engagent que ceux qui les respectent. Nous ne l'accepterions pas des autres pays de l'Union européenne. On se demande bien pourquoi les autres l'accepteraient de nous.

Les « Europhobes », les eurosceptiques, nous montrent des chemins qui sont avant tout des impasses. Leurs programmes consistent à fragiliser, voire à détruire une construction européenne qui, depuis plus de soixante ans, compose le toit sous lequel nous habitons. Pourtant, ils ont en France une audience plus élevée qu'ailleurs. Ils ont, en 2005, remporté une victoire, en faisant voter une majorité de Français contre le projet de Constitution européenne, un rejet qu'on a eu bien tort de ne pas suffisamment prendre en compte. Il ne sert à rien de diaboliser les europhobes, ni de rejeter

d'un revers de main leur opposition plus ou moins frontale à l'Union européenne, si l'on veut remporter sur eux la bataille des idées. Il ne suffit pas de répéter qu'on a « mal expliqué » et qu'il faut faire plus de « pédagogie », une explication et une expression que j'aimerais bannir du discours politique. Partir du principe que nous savons où est l'intérêt des Français et que, lorsqu'ils ne nous donnent pas la majorité, c'est parce que nos concitoyens auraient mal compris où se trouve leur intérêt, c'est témoigner, en effet, d'un incommensurable mépris.

Notre rôle, celui des politiques, n'est pas de professer nos vérités à des élèves électeurs pour qu'ils s'y conforment. Notre rôle est de représenter nos concitoyens, non seulement ceux qui nous ont élus, mais aussi tous les autres, de défendre au mieux leurs intérêts et, pour y parvenir, d'écouter, de dialoguer, de comprendre et de convaincre. Je m'y essaie chaque jour, et vais m'y essayer encore au travers de ce livre, en espérant qu'il suscite le débat, pourquoi pas la controverse – un mot que je préfère de loin, par ce qu'il sous-entend d'échanges argumentés, à celui de « polémique », plus proche des échanges d'invectives, que malheureusement les médias aiment encourager.

Je vous l'ai dit, l'Europe m'agace souvent. Quand elle se mêle de tout sauf de ce qui la regarde, quand elle est à la fois tatillonne, embrouillée, lente à décider et prompte à sanctionner, l'Union européenne donne des arguments à ceux qui aiment la critiquer. Mais permettez-moi de m'interroger pour savoir où nous en serions si la construction européenne n'avait pas eu lieu. Après tout, l'Europe a traversé bien des siècles avant le traité de Rome. Après tout, nulle part ailleurs dans le monde, des pays souverains n'ont choisi ce degré de coopération et de partage de souveraineté.

Après tout, ni la Suisse, ni la Norvège, ni l'Islande n'ont trouvé utile de rejoindre l'Union européenne, et elles ne s'en portent pas si mal. Après tout, le Royaume-Uni a décidé de tourner le dos à Bruxelles, et le pays tient toujours debout. Avant de nous demander ce que l'Europe fait de bien et ce qu'elle pourrait faire mieux encore, je vais tenter de vous emmener dans un espace-temps où l'Union européenne n'existerait pas.

Table

Introduction	11
1. Le goût amer du Brexit	21
2. La crise financière ou l'Europe en petite forme.....	36
3. Covid : quand l'Europe de la santé naît dans la douleur	47
4. Il aura fallu une guerre.....	70
5. L'Europe et le numérique : le shérif est entré dans la ville	90
6. L'Europe au défi du climat.....	102
7. L'Europe face à l'obsession migratoire	116
8. L'Europe et la mondialisation : le défi chinois.....	133

9. Élargissement, approfondissement :	
jusqu'où ira l'Europe ?	148
Conclusion	165